

FAC 4  
27996.4  
CONVENTION NATIONALE.

Ccc  
Fac  
23971  
O P I N I O N

DE<sup>+</sup> JOSEPH-CLÉMENT POUILLAIN-GRANDPREY;

Député du Département des Vosges à la Convention  
Nationale,

*Sur le jugement de Louis XVI;*

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

C I T O Y E N S ,

Les crimes de Louis XVI ont hâté l'instant d'une révolution sans laquelle la liberté n'eût été qu'un mot, & notre existence politique une monstruosité dont il n'y a pas d'exemple dans les annales du monde. Mais si la lassitude des trahisons dont nous étions le jouet, a provoqué ce réveil terrible qui a fait triompher la cause du peuple & dispersé les débris de la tyrannie, devons-nous

*Législation. N<sup>o</sup>. 4.*

A

THE NEWBERRY  
LIBRARY

de la reconnaissance à celui dont les tentatives ténébreuses nous ont éclairés sur les dangers qui nous menaçaient ?

Cependant, la reconnaissance seule pourrait excuser notre indulgence, & soustraire le ci-devant roi à la vengeance des lois : s'il est absurde de penser qu'il ait mérité notre gratitude, nous devons leur rendre toute leur activité. Eh bien ! ces lois, celles même que les partisans du ci-devant roi invoquent pour le couvrir de l'égide de l'inviolabilité, nous disent qu'il peut être jugé.

On ne lit dans aucune partie de la Constitution le mot *déchéance*, répété tant de fois à cette tribune ; nulle part la peine qu'il désigne ne s'y trouve prévue ; & le jugement qui l'aurait prononcée, n'aurait pu atteindre le roi constitutionnel. Mais cet être bizarre, qui pouvait, suivant les partisans de l'inviolabilité, commettre impunément tous les crimes, en s'abstenant de ceux dont les articles 140, 141, 142 & 143 de la Constitution contiennent l'énumération, abdiquait, s'il se rendait coupable d'un seul de ceux-ci.

Aucun jugement ne devait appliquer la loi ; car l'abdication est un acte volontaire, & la Constitution laissait à l'être inviolable la faculté de manifester sa volonté par des paroles ou par des actions. Louis XVI a préféré cette dernière manière de se prononcer : son abdication remonte donc au premier acte qui lui a rendu le texte de la loi applicable.

Tout raisonnement disparaît devant cette citation très-exacte du code dans lequel les partisans de l'inviolabilité *prolongée* cherchent des moyens d'assurer au ci-devant roi l'impunité des délits qu'il a commis.

Si le ci-devant roi a abdiqué, il est rentré dans la classe des citoyens ; il peut être jugé comme eux, pour les actes postérieurs à son abdication, dont l'époque remonte aux premières hostilités qu'il a protégées, au lieu de s'y opposer efficacement.

Il est inutile de s'appesantir sur la nature & le nombre des crimes reprochés à Louis XVI depuis cette première perfidie. Il ne s'agit pas de savoir s'il doit être jugé : peut-il l'être ? voilà l'état de la question soumise à la discussion ; & la réponse se trouve dans la citation de la loi.

On n'affaiblira pas cette réponse, en observant que Louis XVI n'a pas cessé d'être roi. Si, après son abdication, il en a conservé la puissance meurtrière, le salaire corrupteur & les ornemens ridicules, c'est un crime de plus que la nation a à punir, comme elle aurait puni l'audace d'un intrus qui, dans le temps des rois, aurait, sans titres & sans mission, supplanté Louis XVI par la force ou par la ruse, & aurait occupé le trône à sa place.

Cette force, cette ruse ont été employées par le ci-devant roi pour s'y maintenir.

La clandestinité des complots en a éloigné les preuves, & n'a laissé pendant long-temps place qu'aux soupçons : mais le délit, pour avoir été occulte, en a-t-il moins opéré son effet ? Un scélérat qui se feroit souillé de plusieurs crimes dont on ne devrait la découverte qu'à une information tardive, en feroit-il moins puni ? & le premier délit constitutionnel de Louis XVI, pour avoir été méconnu, doit-il moins emporter la peine prescrite par la loi ? Cette peine est l'abdication. Une fois consommée par le premier crime de Louis, il n'étoit plus roi lorsqu'il a commis le second.

Si le ci-devant roi avait eu le courage & les moyens de se mettre à la tête d'une armée, & d'en diriger les forces contre la nation ; s'il avait pu enchaîner pendant quelque temps, par ses succès, l'expression de la volonté nationale, hésiteriez-vous aujourd'hui de reconnaître son abdication dans ses premiers actes d'hostilité, & de méconnaître l'exercice qu'il aurait pu faire des droits de la royauté depuis cette abdication ? Appliquez l'exemple de



cette fiction à l'état de la question , & dites avec moi que le roi peut être jugé.

Mais comment doit-il l'être ? Je ne pense pas que les formes salutaires introduites par nos lois , puissent être méconnues , lorsqu'il s'agit d'un des actes les plus célèbres de justice que la nation ait à exercer.

La cumulation des fonctions de juré d'accusation , de juré de jugement & de juge , est une monstruosité révoltante.

Renvoyez Louis XVI pardevant les tribunaux ; car c'est un homme comme un autre. Si vous pensez que les délits dont il est prévenu intéressent trop essentiellement la nation entière pour qu'elle ne prenne point de part à son jugement , consultez-la , & formez un tribunal populaire , où les droits de la représentation soient religieusement conservés.

Je ne parle pas ici de la punition , puisque ce n'est pas à nous à connoître du délit ; mais si j'avois à former un vœu , il seroit de supprimer , dès cet instant , la peine inutile & barbare du dernier supplice , non en faveur du ci-devant roi , qui n'est susceptible d'aucune exception , & n'en mérite aucune , mais au nom de l'humanité qui réclame l'abolition de toutes les lois sanguinaires.

---

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

Noms de représentants qui  
ont prononcé des opinions sur la mort  
du Roi.

FR. 4. 27991A

Prochain grand proc.

Soumis.

Exp. all. de J. P. Pargaud,

Julien de la Drome.

Morvan de Saône et Loire.

Carra - J. Gen.

Guyonnet.

Vernier, de l'ura.

Michet de l'ura et l'ura.

Genet - mod. lli.

De la cy de la J. - Saroua.

Camus.

Mar. de la J. - Saroua.

Buzard - l'att. l'ura.

Moyle Bayle, l'ura de l'ura.

Rechtaint.

manuel.

Lablanche de l'ura.

Petit, de l'ura.

meuble, l'ura de l'ura.

and ois, l'ura et l'ura.

Julien de l'ura.

Prost, de l'ura.

Robapiens.  
Pecqueur, Meunier & Co.  
Larra  
Dammou, Dupas & Co.  
Bischoff.  
Gutier.  
Paganel.  
Mellinot.  
Nioche  
Revelière Lepaux.  
Ricoeur.  
Dartigoyte.  
Poulter.  
Boussignier.  
Brestavin.  
Baudot.  
Cudot.  
Brival.  
Vadier.  
Souvet.  
Boulter.  
Ginaut.  
Jambou & André  
Chon  
Florent Guyot  
Chénier.

Gestouse.  
Cales.  
Yeritz.  
Sainten.  
Le Carpentier.  
Thibault deau.  
Ribet.  
Montgat.  
abouy.  
Marsy & Co.  
Dufour & Co.  
Fauré.  
Labat & Co.  
Petion.  
Prunelle.  
Dulau.  
Didier & Co.  
Jambou & Co.  
Milgrem.  
Montgibert.  
Laurent & Co.  
Fust & Co.  
vint de la Durance  
Jambou & Co.  
Continuata de mab.